

## Introduction

Suite à la capitulation de l'armée française à Sedan le 2 septembre 1870 face aux armées prussiennes, l'empereur Napoléon III est emprisonné. Le 4 septembre, les députés du Corps législatif vote la déchéance de Napoléon III et de sa dynastie, une foule envahit alors l'Assemblée pour réclamer la proclamation de la République, des députés suggèrent alors à la foule de se rendre à l'Hôtel-de-Ville de Paris pour la proclamer faisant ainsi référence aux souvenirs de la Révolution de 1789 et de celle de février 1848. Ce sont les leaders républicains Léon Gambetta et Jules Favre appuyés par Jules Ferry qui proclament alors la République devant l'Hôtel-de-Ville au milieu de la liesse générale alors que la situation militaire de la France est critique. Un gouvernement de défense nationale est instauré et doit poursuivre la guerre contre la Prusse.



Jules Didier et Jacques Guiaud, Musée Carnavalet, 1870-1871, Huile sur toile, 250x400 cm [en ligne : <http://www.carnavalet.paris.fr/fr/collections/le-palais-du-corps-legislatif-palais-bourbon-apres-sa-derniere-seance-proclamation-de-la>]

1. Quelle scène du 4 septembre est représentée dans ce tableau ?

## I. La conquête du pouvoir par les Républicains

### A. La difficile affirmation de la République

#### 1. La Commune de Paris

##### a) Chronologie

Récit, émission Karambolage Arte : <https://www.arte.tv/fr/videos/088562-000-A/l-histoire-la-commune-de-paris/>

**4 septembre 1870** : Proclamation de la République

**19 septembre 1870** : Début du siège de Paris par l'armée prussienne

**28 janvier 1871** : Signature de l'armistice et capitulation de Paris

**8 février 1871** : Victoire des royalistes aux élections législatives

**18 mars 1871** : Début de la Commune de Paris

**10 mai 1871** : Traité entre la France et la Prusse, perte de l'Alsace-Lorraine et fortes indemnités de guerre

**21-28 mai 1871** : La « Semaine sanglante »

##### b) Louise Michel et la Commune de Paris (PPO)

**Louise Michel** : Je ne veux pas me défendre, je ne veux pas être défendue. J'appartiens tout entière à la révolution sociale, et je déclare accepter la responsabilité de mes actes. [...] On me dit aussi que je suis complice de la Commune ! Assurément oui, puisque la Commune voulait avant tout la révolution sociale, et que la révolution sociale est le plus cher de mes vœux. [...] Nous n'avons jamais voulu que le triomphe de la Révolution. Je le jure par nos martyrs tombés sur le champ de Satory, par nos martyrs que j'acclame encore si hautement, et qui un jour trouveront bien un vengeur. [...]

**Le président** : Il paraît que vous portiez divers costumes sous la Commune.

**Louise Michel** : J'étais vêtue comme d'habitude, j'ajoutais juste une ceinture rouge sur mes vêtements.

**Le président** : N'avez-vous pas porté plusieurs fois un costume d'homme ?

**Louise Michel** : Une seule fois, c'était le 18 mars ; je m'habillai en garde nationale pour ne pas attirer les regards. [...]

**Le président** : Accusée, avez-vous quelque chose à dire pour votre défense ?

**Louise Michel** : Il faut me retrancher de la société. [...] Puisqu'il semble que tout cœur qui bat pour la liberté n'a droit qu'à un peu de plomb, j'en réclame une part, moi ! Si vous me laissez vivre, je ne cesserai de crier vengeance.

Compte-rendu du premier procès tenu par le VI<sup>e</sup> Conseil de guerre,  
La Gazette des tribunaux, 16 décembre 1871.

2. Qu'est-ce que la Commune de Paris et quel rôle y joue Louise Michel ?

## 2. L'échec de la Restauration monarchique

Entre 1870 et 1875, situation contradictoire, c'est une majorité constituée de monarchistes hostiles à la République qui est au pouvoir. Le siège du gouvernement et des Chambres est à Versailles.

Lire le cours B p. 132-133

3. Pourquoi la Monarchie n'est-elle pas rétablie alors que les monarchistes ont la majorité à l'Assemblée nationale ?

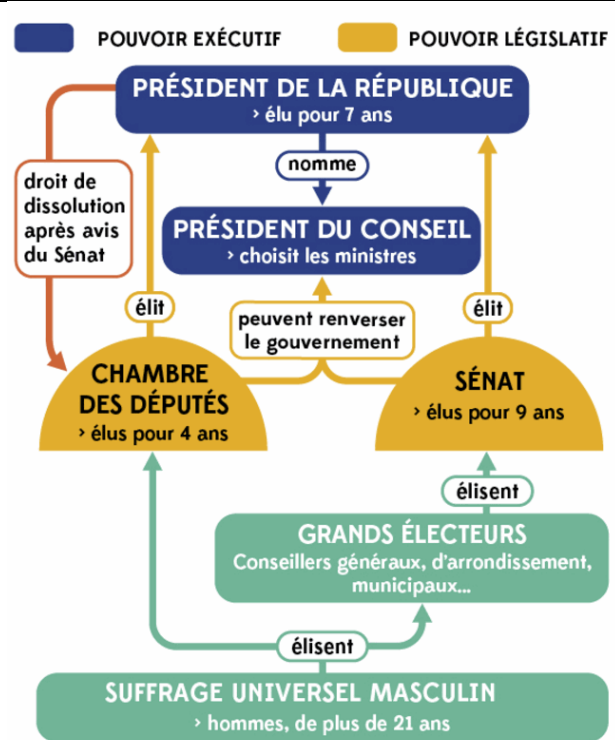
## B. Les Républicains prennent le pouvoir

### 1. Les institutions de la IIIe République

Suite au ralliement des députés orléanistes à une République conservatrice, des lois constitutionnelles (amendement Wallon) sont votées en 1875 qui résultent d'un compromis entre les Républicains modérés et les orléanistes : ces lois fixent l'organisation des pouvoirs de la IIIe République

4. A partir du schéma institutionnel ci-contre justifiez l'affirmation suivante :

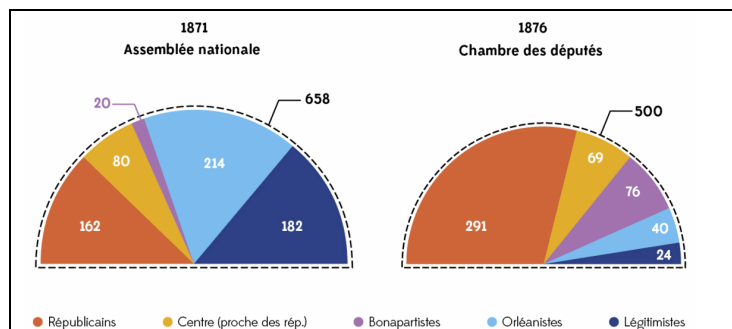
« La IIIe République en 1875 est un régime parlementaire avec néanmoins un pouvoir présidentiel fort. »



### 2. Les Républicains prennent le pouvoir

En 1876-1877 se déroule un bras de fer entre le Parlement et le président de la République Mac Mahon. En effet, en 1876 les républicains remportent les élections législatives mais le Président de la République choisit des Présidents du conseil conservateurs. La crise éclate le 16 mai 1877 : Mac Mahon dissout l'Assemblée nationale, L. Gambetta déclare alors « *Nous partons 363, nous reviendrons 400* », « *Quand la France aura fait entendre sa voix souveraine, il faudra se soumettre ou se démettre* ». Les élections législatives sont de nouveau remportées par les Républicains. Mac Mahon se « soumet » dans un premier temps à cette victoire mais hostile à la politique républicaine du gouvernement et suite à la conquête du Sénat par les Républicains en janvier 1879, il démissionne en janvier 1879 ; le nouveau Président de la République est Jules Grévy, un républicain. Dans le bras de fer entre le Président et l'Assemblée c'est cette dernière qui sort vainqueur.

Ainsi au début de la décennie 1880 les Républicains se sont imposés en France et occupent toutes les institutions de la République. Le fonctionnement de la IIIe République se définit alors comme un régime démocratique (fondé sur le suffrage universel masculin) et parlementaire (prééminence du Parlement dans les institutions).



Léon Bonnat, Léon Gambetta, 1886. <http://histoire-image.org/fr/etudes/gambetta-pere-fondateur-iii-republique>

**Synthèse I. Pourquoi peut-on dire que la République ne s'installe véritablement qu'entre 1875 et 1880 ?**

## II. L'enracinement de la République

### A. L'instauration d'une démocratie libérale

#### 1. L'instauration des grandes libertés publiques

La nature démocratique de la IIIe République s'enracine à travers le vote de lois emblématiques

#### Chronologie

**Juin 1881** : liberté de réunion publiques

**juillet 1881** : Liberté de la presse et d'affichage

**mars 1884** : Liberté syndicale

**juillet 1901** : Liberté d'association

5. Expliquez pourquoi l'instauration des grandes libertés publiques est indispensable à l'établissement de la démocratie fondée sur le suffrage universel

#### 2. Les élections

A partir de la décennie 1880 les Français adhèrent massivement à la République et celle-ci s'enracine dans une nouvelle définition de la culture politique. La France est désormais une démocratie au sein de laquelle s'affrontent des tendances politiques à travers des débats parlementaires relayés par une presse en plein essor. Monarchistes, républicains modérés, radicaux et socialistes s'affrontent lors d'élections au suffrage universel masculin auquel la majorité des Français est désormais profondément attaché.



Alfred-Henri Bramtot, *Le Suffrage universel*, huile sur toile, 1891, 34,5 × 5,2 m, Mairie des Lilas (Seine-Saint-Denis), ancienne salle du conseil municipal.

#### Documents p. 142-143

6a. Document 1. Quel argument les hommes de IIIe République avancent-ils pour refuser le droit de vote aux femmes ?

6b. Document 2. Que pense Octave Mirbeau du suffrage universel ?

6c. Document 3. Comment ce tableau met-il en scène l'adhésion des Français au suffrage universel ?

6d. Document 4. Pourquoi Gambetta s'adresse-t-il aux paysans et comment veut-il les convaincre de voter pour les Républicains ?

### B. L'enracinement des valeurs de la République

#### 1. L'adoption des symboles républicains

La symbolique républicaine s'impose également avec l'adoption officielle de symboles qui rattachent la République à la Révolution de 1789. L'effigie de Marianne avec son bonnet phrygien se multiplie dès 1877 ; sur proposition de Gambetta en 1879 la Marseillaise devient l'hymne national de la République et le 14 juillet 1880, première fête nationale célébrée ce jour (décision de juin 1880), voit toute la symbolique républicaine envahir les rues. A cette occasion le drapeau tricolore s'impose comme le symbole de la République et de la France et la devise (liberté, égalité, fraternité) est inscrite sur tous les frontons des édifices publics.

Claude Monet, *Rue Saint-Denis, fête du 30 juin 1878*, huile sur toile, 1878.

Notice : <https://mbarouen.fr/fr/oeuvres/rue-saint-denis-fete-du-30-juin-1878>

Oeuvre associée : Claude Monet, *La rue Montorgueil à Paris, Fête du 30 juin 1878*, huile sur toile, 1878. Notice : [https://www.musee-orsay.fr/fr/collections/oeuvres-commentees/recherche/commentaire\\_id/la-rue-montorgueil-7081.html](https://www.musee-orsay.fr/fr/collections/oeuvres-commentees/recherche/commentaire_id/la-rue-montorgueil-7081.html)

7. Quels symboles républicains sont présents dans le tableau d'A.-H. Bramtot, *Le Suffrage Universel* ?

8. Cherchez dans le tableau de Claude Monet ci-contre un indice montrant que la République s'identifie au drapeau tricolore.



Le 6 juillet 1880 est promulguée la loi : « La République adopte le 14 juillet comme jour de fête nationale annuelle. »

Les grands, les glorieux anniversaires ne manquent pas dans notre histoire. Celui qui vous est désigné est mémorable à double titre. [...] La prise de la Bastille qui fut le premier acte de la Révolution a mis fin au monde ancien et, en ouvrant les portes de la rénovation sociale, a inauguré le monde nouveau dont nous voyons l'aurore, celui qui s'édifie, lentement mais sûrement, le monde de la justice et de l'humanité, de l'égalité des droits et des devoirs. [...] La fête de la Fédération a fait le monde moderne. En mettant en contact sympathique des populations jusque-là étrangères les unes des autres, [...] en les groupant dans une manifestation pacifique, en leur apprenant à se connaître et à s'aimer, la fête de la Fédération a fondé, sur des bases indestructibles, l'unité de la patrie.

Antoine Acharde (député républicain radical),  
Rapport sur la proposition de loi Raspail, 8 juin 1880.

9. D'après le texte ci-dessus pourquoi le 14 juillet a été choisi comme fête nationale ?

## 2. Les lois scolaires.

Les lois sur l'école de Jules Ferry de 1881-1882, qui instaurent une école gratuite, obligatoire et laïque, visent à enraciner la République dans l'école et à affaiblir l'influence de l'Église sur l'enseignement. Les instituteurs deviennent alors les vecteurs essentiels de la culture républicaine à travers la France.

### a) Chronologie

**juin 1881** : Loi établissant la gratuité absolue de l'enseignement primaires dans les écoles publiques

**mars 1882** : Loi instituant le caractère obligatoire et laïque de l'école primaire publique

**octobre 1886** : Le personnel de l'école primaire doit être exclusivement laïque dans les écoles publiques

### b) Jules Ferry écrit aux instituteurs

« Monsieur l'Instituteur,

L'année scolaire qui vient de s'ouvrir sera la seconde année d'application de la loi du 28 mars 1882. Je ne veux pas la laisser commencer sans vous adresser personnellement quelques recommandations qui sans doute ne vous paraîtront pas superflues après la première expérience que vous venez de faire du régime nouveau. Des diverses obligations qu'il vous impose, celle assurément qui vous apporte le plus lourd surcroît de travail et de souci, c'est la mission qui vous est confiée de donner à vos élèves l'éducation morale et l'instruction civique : vous me saurez gré de répondre à vos préoccupations en essayant de bien fixer le caractère et l'objet de ce nouvel enseignement (...).

La loi du 28 mars se caractérise par deux dispositions qui se complètent sans se contredire : d'une part, elle met en dehors du programme obligatoire l'enseignement de tout dogme particulier ; d'autre part, elle y place au premier plan l'enseignement moral et civique. L'instruction religieuse appartient aux familles et à l'Église, l'instruction morale à l'école. (...)

Je serais heureux si j'avais contribué par cette lettre à vous montrer toute l'importance qu'y attache le gouvernement de la République, et si je vous avais décidé à redoubler d'efforts pour préparer à notre pays une génération de bons citoyens.

Recevez, Monsieur l'Instituteur, l'expression de ma considération distinguée.

Le Président du conseil, Ministre de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts, Jules Ferry », 1883

### c) La République dans les manuels scolaires

Depuis 1870, la République est le gouvernement légal et définitif de la France. Il n'y a plus eu de révolutions ; au contraire, dans chacun de ses votes, le peuple affirme son entière sympathie pour ce régime qui est pour lui l'idéal. Pourquoi ? Parce que la République continue les traditions de la Révolution, parce que les citoyens français, proclamés égaux, participent tous à la vie publique. [...] La République de 1870 assurera définitivement le triomphe des grandes idées de la Révolution.

J. Guiot et Fr. Mane, *Histoire de France, Cours moyen*, Delaphane, 1911.

10. Présentez ces deux documents.

11. Quels sont les éléments de la culture républicaine que les instituteurs doivent transmettre à leurs élèves ?

## 3. PPO. Les funérailles nationales de Victor Hugo, 1<sup>er</sup> juin 1885

Extrait d'une vidéo d'archive : <https://m.ina.fr/video/R15138199/les-funerailles-de-victor-hugo-video.html>

12. Pourquoi peut-on dire que les autorités de la III<sup>e</sup> République ont utilisé les funérailles de Hugo pour diffuser une « mythologie laïque et républicaine » ?

**Synthèse II. Comment la République s'enracine-t-elle dans la société française dans la décennie 1880 ?**

### **III. Les limites du consensus républicain**

#### **A. Une République toujours contestée et menacée**

##### **1. Les oppositions à la République**

La République n'est pas acceptée par tous les courants politiques : les milieux monarchistes, nationalistes et cléricaux ne se rallient pas à un régime qu'ils jugent contraire aux valeurs traditionnelles de la France, ils réclament l'établissement d'un régime autoritaire dont la morale chrétienne est le fondement.

A gauche c'est le mouvement ouvrier, en partie écrasé lors de la Commune de 1871, qui dénonce l'absence de mesures sociales dans une République qu'ils jugent trop bourgeoise. Néanmoins le combat socialiste s'enracine durablement dans la culture républicaine grâce à Jean Jaurès membre de la SFIO créée en 1905.

Des anarchistes commettent des attentats en France comme l'assassinat du Président de la République Sadi Carnot en 1894 ou comme en décembre 1893 où un jeune anarchiste blesse plusieurs personnes en lançant une bombe dans le Palais Bourbon, siège de l'Assemblée.

L'antiparlementarisme se développe à la fin des années 1880 sur fond de crise économique. En 1888-1889 le général Boulanger, très populaire, menace la République d'un coup d'Etat pour mettre fin à un régime parlementaire jugé trop faible. Mais le boulangisme prend fin avec la mort du général qui se suicide en 1891.

Le scandale de Panama au début des années 1890, qui est une affaire de corruption de parlementaires, éclabousse certains hommes politiques et nourrit l'antiparlementarisme.

##### **2. L'Affaire Dreyfus**

Mais c'est l'Affaire Dreyfus (1894-1899) qui ébranle le plus fortement la République en déclenchant une crise politique majeure qui divise les républicains : les radicaux sont majoritairement dreyfusards tandis que de nombreux députés républicains modérés (comme le Président Félix Faure) se range dans le camp antidreyfusard. L'antisémitisme se développe. Aux dreyfusards qui combattent pour réparer une erreur judiciaire au nom de la justice et de la vérité, les antidreyfusards opposent la raison d'Etat, la nécessaire défense de l'armée et le nationalisme. La grâce (1899), puis la réhabilitation (1906) de Dreyfus mettent un terme à la crise mais l'Affaire marque durablement les esprits.

**Récit**, émission Karambolage Arte : [https://www.youtube.com/watch?v=OMvo2PX4\\_lo](https://www.youtube.com/watch?v=OMvo2PX4_lo)

13. Quel écrivain célèbre « relance » l'Affaire Dreyfus et comment ?

14. Pourquoi peut-on dire que l'Affaire Dreyfus fragilise la IIIe République ?

#### **B. Les débats et la mise en œuvre de la loi de séparation des Eglises et de l'Etat de 1905 (PPO)**

Dossier documentaire « Histoire par l'image » en ligne : <https://histoire-image.org/fr/etudes/loi-separation-9-decembre-1905-sa-mise-oeuvre>

##### **Questions**

15a. D'après le contexte historique quel est le but de la loi de Séparation des Eglises et de l'Etat voulue par les Républicains.

15b. Qu'instaure l'article 1 de la loi du 9 décembre 1905 ?

15c. Justifiez l'affirmation suivante : « l'article 2 de la loi du 9 décembre 1905 instaure la neutralité de l'Etat en matière religieuse »

15d. Comment se passe l'inventaire des biens de l'Eglise à Cominac en Haute-Ariège ?

15e. Comment se passe l'inventaire des biens de l'Eglise à Boeschepe et à Berthen dans le Nord ?

#### **Synthèse III. Pourquoi peut-on dire qu'au début du XXe siècle la République demeure fragile et contestée ?**

### **Conclusion**

La IIIe République est née de la chute du Second empire mais le régime républicain n'est finalement consolidé que vers 1875 car la Restauration monarchique n'a pas pu se réaliser. La République devient un régime parlementaire car le Parlement joue un rôle central dans les institutions. Entre 1875 et 1879 les Républicains conquièrent tous les pouvoirs de la République.

La IIIe République est une démocratie libérale fondée sur le suffrage universel masculin et l'instauration des grandes libertés publiques (réunion, presse, association) ; les valeurs de la République, fondées sur celles issues de la Révolution française, s'enracinent notamment grâce à l'instauration d'une école publique laïque, obligatoire et gratuite.

Néanmoins la IIIe République ne fait pas l'unanimité et elle est contestée à gauche par le mouvement socialiste et les anarchistes et aussi par la droite nationaliste qui lors de l'Affaire Dreyfus défend l'Armée contre l'Etat de droit. Un des derniers grands combats des Républicains est l'instauration de la séparation des Eglises et de l'Etat qui se fait contre l'influence de l'Eglise catholique en France et qui suscite de nombreuses résistances poussant les Républicains à la conciliation.